



CHAPITRE 12

Loi modifiant la Loi des poursuites
sommaires

[Sanctionnée le 8 juillet 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
35, a. 15,
mod.

1. L'article 15 de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35), modifié par l'article 6 du chapitre 11 des lois de 1970, est de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes 4 et 5 par les suivants:

Signifi-
cation.

« 4. La signification d'une sommation à une personne physique se fait par la poste, par l'envoi de la copie à son destinataire, à la dernière adresse connue de sa résidence ou de sa place d'affaires, sous pli recommandé avec avis de réception.

Avis de
réception.

« 5. La signification est réputée avoir été faite à la date où a été signé l'avis de réception par le destinataire ou par une personne raisonnable habitant sa résidence ou ayant la garde de sa place d'affaires. »

S.R., c.
35, a. 16,
mod.

2. L'article 16 de ladite loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 11 des lois de 1970, est modifié en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

Signifi-
cation à
une cor-
poration.

« **16.** La signification d'une sommation à une corporation se fait par la poste, par l'envoi de la copie à la corporation soit à son siège social, soit à son bureau d'affaires au Québec, soit au bureau de son agent dans la circonscription territoriale où la contravention a été commise, sous pli recommandé avec avis de réception.

CHAPTER 12

An Act to amend the Summary
Convictions Act

[Assented to 8th July 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 15 of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35), amended by section 6 of chapter 11 of the statutes of 1970, is again amended by replacing subsections 4 and 5 by the following:

R.S., c.
35, s. 15,
am.

“(4) Service of a summons upon a physical person shall be made by mailing a copy to the person for whom it is intended, at the last known address of his residence or place of business, by registered mail with an acknowledgement of receipt.

“(5) Service is deemed to have been made on the date on which the acknowledgement of receipt was signed by the person for whom it is intended or any reasonable person living at his residence or in charge of his place of business.”

2. Section 16 of the said act, replaced by section 7 of chapter 11 of the statutes of 1970, is amended by replacing the first paragraph by the following:

R.S., c.
35, s. 16,
am.

“**16.** Service of a summons upon a corporation shall be made by mailing a copy to the corporation at its head office, at its business office in the province of Québec or at the office of its agent in the territorial division where the offence has been committed, by registered mail with an acknowledgement of receipt.

Avis de
réception.

La signification est réputée avoir été faite à la date où a été signé l'avis de réception par une personne raisonnable ayant la garde du bureau. »

Service is deemed to have been made on the date on which the acknowledgement of receipt was signed by a reasonable person in charge of the office." When deemed made.

S.R., c.
35, a. 28a,
aj.

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 28, le suivant :

3. The said act is amended by adding after section 28 the following: R.S., c.
35, s. 28a,
added.

Rapport
pour tenir
lieu de
témoi-
gnage.

« **28a.** Lorsqu'une infraction a été constatée par un agent de la paix ou par une personne chargée de surveiller l'application d'une loi du Québec ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi, le juge de paix peut accepter, pour tenir lieu du témoignage de la personne qui a constaté l'infraction, un rapport fait sous la signature d'une telle personne suivant un modèle approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, un prévenu peut requérir la présence d'une telle personne à l'audition mais le juge de paix, s'il trouve le prévenu coupable, peut le condamner à des frais additionnels dont il fixe le montant, s'il est d'avis que la simple production du rapport eut été suffisante. »

« **28a.** Where an offence is ascertained by a peace officer or by a person entrusted with supervising the application of a statute of the province of Québec or a regulation made thereunder, the justice of the peace may accept, in lieu of evidence of the person who ascertained the offence, a report signed by such person in the form approved by the Lieutenant-Governor in Council. However, the accused may require such person to attend the hearing but the justice of the peace, if he finds the accused guilty, may condemn him to pay additional costs in an amount which he shall fix if he is of opinion that the submission of the report alone would have been sufficient." Report in lieu of evidence.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.